

Manifestation des étudiants contre les droits de scolarité

Par [JFB](#) le mar 06/11/2007 - 12:43

Le 17 octobre, des milliers d'étudiants de plusieurs universités et écoles supérieures hongroises ont manifesté contre l'introduction des droits de scolarité. Organisée par le HÖÖK (Hallgatói Önkormányzatok Országos Konferenciája : Conférence Nationale des Collectifs d'Étudiants), la manifestation, qui a pris la forme d'une retraite aux flambeaux, est partie de l'extrémité du pont Marguerite, côté Buda, pour s'achever au siège du ministère de l'enseignement, Szalay utca. La marche des étudiants, la dernière d'une série commencée à Szeged, avait pour but de faire modifier le système des droits de scolarité en vigueur.

Les chefs de l'organisation ont remis une proposition alternative à Károly Manherz, le secrétaire d'État du ministère de l'enseignement. Cette proposition sanctionnerait seulement les élèves en échec. Le HÖÖK suggère que pendant les six premiers semestres, après chaque UV non obtenue, les étudiants paient de 3 à 5 % de la somme prévue à l'origine par la loi. Durant un Master, ce pourcentage passerait à 4 ou 6 %. D'après l'organisation, la somme ainsi obtenue ne serait pas inférieure à celle prescrite par la loi. De 30 à 60 % de l'argent réuni devraient ensuite être consacrés à des bourses et allocations d'études.



Les discussions autour des droits de scolarité ont recommencé en février 2006 quand, lors d'une table ronde, les représentants des quatre grands partis politiques se sont unanimement prononcés contre la contribution des étudiants aux frais de leur formation. Toutefois, après les élections, on a commencé à considérer l'introduction des droits de scolarité comme faisant partie du programme des réformes gouvernementales. En mai, on parlait déjà d'une participation ultérieure des étudiants aux frais de scolarité. Ceci aurait signifié qu'une fois sur le marché de l'emploi et leur salaire atteignant un certain montant, ils commenceraient à

rembourser les frais de leur formation à raison de 4 à 6 % de leur salaire par an. Le projet a ensuite été modifié et une somme précise (105 000 Ft ~ 420 €) a finalement été fixée, que chaque étudiant devrait payer par semestre. Seuls 15% des étudiants, figurant parmi les meilleurs d'entre eux, seraient exemptés de ces frais, ce qui obligerait les autres et les institutions à assumer les dépenses supplémentaires.

Kati Fazekas

-

Catégorie
Agenda Culturel